

«Le président Bouteflika possède 100% de ses capacités mentales avec une voix très faible»

● Il dément être le futur président de la Conférence nationale inclusive

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4729 - Jeudi 14 mars 2019 - Prix : 10 DA

Les hôpitaux algériens se vident  
**12 000 demandes**  
de départs de  
médecins en France

Grève dans le secteur éducatif

## Des milliers d'enseignants et lycéens investissent la rue

### Juan Guaidó rentrera-t-il ?

Par Mohamed Habili

**L**e coup de force contre le pouvoir chaviste au Venezuela, sous les dehors de l'aide humanitaire en provenance des Etats-Unis, aurait-il déjà échoué ? Et dans ce cas, quelle pourrait bien être la suite des événements, eu égard au fait que la guerre économique qui est menée contre lui ne va pas pour sa part prendre fin seulement parce que les anti-chavistes de l'intérieur et de l'extérieur ont perdu une bataille, une de plus ? Une chose semble d'ores et déjà certaine, cette suite ne peut être, du moins dans une perspective rapprochée, une agression militaire qui commencerait aux frontières, pour ensuite s'étendre au fur et à mesure à l'intérieur du territoire vénézuélien, prenant graduellement la forme d'une invasion généralisée. Cette éventualité vient d'être écartée par le groupe de Lima, pour qui l'issue à la crise ne peut être que pacifique, malgré l'hostilité marquée de ses membres à l'égard du pouvoir incarné par Nicolas Maduro. Les deux pays voisins du Venezuela en apparence les plus tentés pour prendre part à une intervention militaire conduite par les Etats-Unis, le Brésil et la Colombie, ont exprimé leur rejet d'un tel scénario. Ils ont fait savoir clairement que cette intervention ne se fera pas à partir de leurs territoires. C'est qu'ils ne sont pas sans savoir que la guerre qu'ils aideraient éventuellement à porter à l'intérieur du Venezuela n'y resterait pas confinée, qu'elle déteindrait inévitablement sur eux.

Suite en page 3

«Le Parlement ne sera pas dissout et toutes les institutions continueront à fonctionner normalement»

## Lamamra coupe court aux rumeurs



PH/D. R.

Le vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a affirmé hier que le Parlement «ne sera pas dissout» et que toutes les institutions continueront à fonctionner normalement jusqu'à l'élection du prochain président de la République. Lire page 2

Pour un montant de 123 milliards DA

### Sonatrach s'allie à Petrofac pour développer le champ gazier de Ain Tsila

Projection, fin mars à Alger, du documentaire

### «Tadeles, ville millénaire» en avant-première

«Le Parlement ne sera pas dissout et toutes les institutions continueront à fonctionner normalement»

## Lamamra coupe court aux rumeurs

■ Le vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a affirmé hier que le Parlement «ne sera pas dissout» et que toutes les institutions continueront à fonctionner normalement jusqu'à l'élection du prochain président de la République.

Par Anis F.

«Le président de la République a indiqué dans son dernier message à la Nation que les institutions

Discours à l'Ecole supérieure de guerre  
**Gaid Salah rassure sur la sécurité de l'Algérie**

DANS un discours prononcé hier à l'Ecole supérieure de guerre, Ahmed Gaid Salah, vice-ministre de la Défense, chef d'Etat-major, a loué la relation qui lie le peuple algérien à l'Armée nationale populaire. «J'ai eu à le dire à maintes reprises, et je le répèterai encore une fois, car je ne me lasserai jamais de répéter et de m'enorgueillir de la grandeur de la relation et de la confiance qui lie le peuple à son armée en toutes circonstances», a-t-il dit.

Et d'ajouter : «Je me suis engagé en toute sincérité et abnégation, conscient même de la profondeur de mes propos que la sécurité de l'Algérie, sa stabilité, sa souveraineté nationale et son unité populaire et territoriale sont un legs précieux et inestimable qui incombe aux éléments de l'Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de Libération Nationale». Selon le chef d'Etat-major, la préoccupation majeure de l'ANP est de s'engager à s'acquitter de la manière la plus judicieuse et la plus correcte, en toutes conditions et circonstances. «La sécurité de l'Algérie et sa souveraineté sont un legs cher pour les membres de l'armée», a-t-il ajouté. Soulignant que le peuple algérien ne craint pas les crises et saura comment se comporter, Gaid Salah a affirmé que la force de l'armée «dérange énormément les ennemis du peuple algérien à l'intérieur comme à l'extérieur». Ces ennemis, ajoute le vice-ministre de la Défense, «excellent dans la saisie des opportunités et qui pêchent dans des eaux troubles et maîtrisent l'art des interprétations fausses et tendancieuses, ignorent que le peuple algérien conscient, authentique et attaché aux préceptes de sa religion islamique, qui comprend parfaitement le sens du verset coranique, et ne vous jetez pas par vos propres mains dans la destruction». Dans ce contexte, le chef d'Etat-major s'est félicité du comportement du peuple. «Le peuple algérien sait comment faire face aux crises», s'est-il réjoui. **M.B.**

actuelles continueront à fonctionner normalement jusqu'à l'élection du prochain président de la République et il n'y aura pas de vide à aucun niveau et toutes les institutions continueront à fonctionner normalement, y compris le Parlement», a indiqué M. Lamamra lors d'une émission spéciale de la Radio nationale. A une question sur la composante du futur gouvernement, le vice-Premier ministre a fait savoir que la participation de l'opposition et de la société civile était «souhaitable», rappelant que le président de la République veut un «renouvellement substantiel» de l'Exécutif avec de nouveaux visages, notamment des femmes et des jeunes. Il a ajouté, dans le même sens, que si des représentants de l'opposition et de la société civile «souhaitent intégrer ce gouvernement, ils sont les bienvenus».

**Lamamra prend ses fonctions à la tête du ministère des Affaires étrangères**

M. Ramtane Lamamra a pris, hier à Alger, ses nouvelles fonctions de ministre des Affaires étrangères en remplacement de Abdelkader Messahel. Dans une déclaration à la presse à l'issue de la cérémonie de passation de consignes au siège du ministère des Affaires étrangères, M. Lamamra a exprimé ses remerciements au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour la confiance qu'il a placée en lui pour occuper ce poste. A ce propos, il a mis en avant «l'intérêt qu'accorde le chef de l'Etat à la diplomatie algérienne et son attachement à ce qu'elle remplisse pleinement sa mission, notamment



PH/D.R.

lorsque la nation a besoin de transmettre aux partenaires étrangers et au monde extérieur le message des aspirations du peuple algérien». «Nous sommes appelés, à l'instar de l'ANP et autres institutions sécuritaires, à

nous mobiliser au service de la nation en cette conjoncture qui requiert de nous tous la prudence, la vigilance et l'engagement à concrétiser les orientations du Président Bouteflika», a-t-il ajouté. **A. F./APS**

Lakhdar Brahimi :

## «Le président Bouteflika possède 100% de ses capacités mentales avec une voix très faible»

L'ancien diplomate algérien à la retraite, Lakhdar Brahimi, a assuré, hier, que le président de la République Abdelaziz Bouteflika jouit de toutes ses capacités mentales, comme il a eu à le constater lors de leur récent entretien de lundi passé. Lakhdar Brahimi a confié que «le président possède 100% de ses capacités mentales et fait même usage de ses mains. Sauf que sa voix reste très faible, parfois inaudible, ce qui ne lui permet pas de prononcer un discours. Le président ne jouit pas également de ses jambes». Intervenant sur la Télévision nationale, l'ancien diplomate a démenti, à l'occasion, toutes les rumeurs relayées par les réseaux sociaux sur la dégradation de l'état de santé du président, affirmant que «nous



PH/D.R.

sommes tous exposés au risque de mourir à tout moment». Abordant les propositions de sortie de crise formulées par le président de la République lors de son dernier message adressé à la nation, Lakhdar Brahimi a souligné l'importance de prendre

tout le temps nécessaire pour la période de transition en soutenant que le délai avant la fin de l'année est court, citant l'exemple de la Tunisie, pour passer à un autre système politique. Il a défendu la feuille de route du président pour gérer la transition vers la deuxième République en avertissant que rien ne peut se faire ici et maintenant en réponse aux manifestants qui réclament le changement radical immédiat. Pour lui, «nous ne pouvons pas demander la dissolution de toutes les institutions, mais il faut qu'elles continuent à fonctionner jusqu'à l'avènement d'une nouvelle Constitution qui permettra l'organisation des élections présidentielles et le renouvellement des institutions élues». L'ancien diplomate a puisé de son expé-

rience dans ses missions de médiation dans le règlement de nombreux conflits à travers le monde en appui des ses dires. A ceux qui continuent de manifester contre les propositions du président, Lakhdar Brahimi avertit que des parties à l'intérieur et à l'extérieur pourraient saisir l'occasion de ces manifestations pour mettre en œuvre leurs plans de déstabilisation de l'Algérie en réitérant que les problèmes internes doivent être traités entre Algériennes et Algériens. Il a lancé son appel aux jeunes à s'impliquer davantage dans le processus de transition vers un autre système politique revendiqué. Notons enfin que Lakhdar Brahimi ne sera pas président de la Conférence nationale inclusive. **Hamid Messir**

Pour un montant de 123 milliards DA

## Sonatrach s'allie à Petrofac pour développer le champ gazier de Ain Tsila

D'un montant de 123 milliards DA, le groupement Isarene, constitué par Sonatrach-Petroceltic-Enel et la société britannique d'ingénierie en hydrocarbures Petrofac International (UAE) LLC, ont signé hier après-midi un contrat en EPC pour le développement du champ gazier de Ain Tsila, situé dans le périmètre Isarene, (Bloc 228 a, 229 a) dans le nord-ouest d'Ilizi.

L'objet dudit contrat porte sur la réalisation d'installations de traitement de gaz humide, ce qui permettra la récupération de 64 milliards M<sup>3</sup> de gaz avec une production journalière de 10,3 millions M<sup>3</sup> de gaz de vente et 11 500 de barils de condensat et de 17 000 barils de GPL sur un plateau de quatorze ans, la réalisa-



PH/E. Soraya/J.A.

tion d'une installation de traitement de gaz humide d'une capa-

acité de 12 millions M<sup>3</sup>/jour, la réalisation d'une centrale électrique

de 125 mégawatts, la réalisation d'unités nécessaires pour le projet, la réalisation d'un réseau de collecte de 110 km pour le raccordement des 30 puits prévus pour le first gas, ainsi que la réalisation d'un système d'expédition d'une longueur de 356 km.

Ainsi, ce contrat en EPC dont la mise en service interviendra dans 42 mois, c'est-à-dire dans trois ans et demi, à partir de son entrée en vigueur, devrait permettre la production de trois produits, à savoir du gaz à sec à hauteur de 10,3 millions SM<sup>3</sup>/jour, de condensat à hauteur de 10,550 bbl/jour et enfin la production du GPL à un niveau de 17 117bbl/jour.

Lynda Naili

Grève dans le secteur éducatif

# Des milliers d'enseignants et lycéens investissent la rue

■ En blouses blanches, drapeau national à la main, plusieurs milliers d'enseignants et lycéens se sont mobilisés pacifiquement hier matin à proximité de l'académie d'Alger avant de marcher vers le centre-ville «Grande poste, place Maurice Audin» où ils ont scandé des slogans pour le changement.

Par Thinhinene Khouchi

Comme prévu, des milliers d'enseignants et lycéens ont répondu à l'appel des syndicats autonomes de l'Education nationale les appelant à entrer en grève et investir la rue en soutien et solidarité avec le mouvement populaire que connaît le pays depuis plus de trois semaines. Les différents établissements éducatifs de la capitale se sont alors vidés hier. En effet, venus des quatre coins de la capitale, des milliers d'enseignants accompagnés de leurs élèves ont observé un sit-in pacifique tôt le matin à proximité de l'académie d'Alger où ils ont entonné l'hymne national avant de marcher pacifiquement vers la Grande poste et la place Maurice Audin. Les manifestants, en blouses blanches, drapeau national à la main, ont alors scandé des slogans pour le changement et les réformes et appelé au départ de la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrat. Les slogans scandés par les manifestants étaient différents et plus revendicatifs des autres manifestations. Les enseignants scandaient : Les enseignants sont du peuple et avec le peuple », «Educatuers des générations

contre les destructeurs des générations», «la dirassa la tadrissa hata yetbedel el nidam» (pas d'enseignement et pas d'études jusqu'au changement du système), ou encore des slogans contre Benghebrat. Ou encore «chaab yourid taghyir nidham» (le peuple veut le changement du système). «Moudaharate silmya» (Manifestations pacifiques), «djazyayer houira dimoukratya», (Algérie libre et démocratique). Une enseignante de langue française rencontrée dans la foule nous a confié : «nous sommes sortis aujourd'hui pour apporter notre soutien au peuple dont on fait partie» ajoutant : «on veut une Algérie meilleure, plus libre, plus démocratique, et surtout plus jeune». Sa collègue, enseignante en mathématiques au lycée venue de El-Biar pour manifester déclare : «j'ajoute ma voix en ma qualité d'enseignante à celle du peuple qui manifeste déjà depuis plus de trois semaines et j'appelle au changement radical du système», précisant «on reprendra les cours quand le calme reviendra dans nos rues». A l'image des manifestations qui ont eu lieu durant les semaines passées, cette fois encore, les manifestations et les marches étaient pacifiques. Aucun dérapage n'a été observé. De leur



PH. Sorayef, A.

côté, les policiers qui ont encadré les manifestations, toujours plus nombreux, ne passant pas à la violence, ont eu un comportement professionnel et exemplaire. A noter que ce mouvement a été suivi par les enseignants et les lycéens dans les 48 wilayas du pays. En effet, à Bordj Bou Arreridj, Tizi-Ouzou, Bouira, Béjaïa, Boumerdès, Constantine, des milliers d'enseignants ont manifesté au niveau de leurs directions de l'éducation nationale en réponse à l'appel des syndicats autonomes de l'Education nationale qui, rappelons-le,

avaient appelé dans un communiqué à une grève générale pacifique accompagnée de marches ainsi que le boycott de toutes les activités qui seront organisées par le ministère de l'Education nationale. L'Intersyndicale a affirmé suivre de très près les événements qui marquent le pays et a réitéré son soutien au peuple et appelle, à cette occasion, la communauté de l'éducation (enseignants et fonctionnaires) à participer en masse aux marches organisées tous les vendredis.

T. K.

Alger

## Suivi mitigé de la grève des personnels du secteur

L'appel à la grève lancé par le Collectif des syndicats autonomes du secteur de l'Education nationale connaissait, mercredi, un suivi mitigé à travers les différents établissements éducatifs d'Alger, a-t-on constaté sur place. Des dizaines d'enseignants et d'élèves, des trois

piliers de l'enseignement, ont organisé un sit-in à la Grande Poste pour soulever plusieurs revendications appelant à «des réformes profondes, au changement du système éducatif et à l'amélioration du niveau scolaire». Le Collectif des syndicats autonomes du secteur de

l'Education nationale est constitué de l'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation (Unpef), du Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (Satef), du Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et

technique (Snapest), du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (Snte) et du Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'Education (Cnapeste) et du Conseil des lycées d'Algérie (Cla).

APS

## 14 mars, Journée nationale des handicapés Pour une vie digne et sans obstacles

Comme tous les ans, a lieu la Journée nationale des personnes handicapées, une occasion de nous rappeler cette frange et faire le douloureux bilan de la situation réelle du nombre important de citoyens handicapés que compte l'Algérie. Cette journée nous permet de réaffirmer certains principes de base trop souvent oubliés tels le respect et la dignité due à chaque personne, ce qui implique la reconnaissance des droits fondamentaux, à savoir l'éducation, l'accès au travail ainsi qu'à un revenu pour les personnes lourdement handicapées et dont les parents en ont la charge. Dans la société algérienne, qui compte des millions de personnes handicapées, il existe d'énormes obstacles les empêchant d'exercer leurs droits et libertés et de participer pleinement aux activités de la société. La mobilisation des associations,

et les quelques timides efforts des pouvoirs publics n'ont su venir à bout d'une forme d'exclusion sociale particulièrement cruelle. En effet, ils sont confrontés à une discrimination directe ou indirecte dans tous les secteurs de leur vie quotidienne. Les lieux dits «publics» sont totalement inaccessibles aux personnes souffrant d'un handicap physique et ce, en dépit du fait que l'accès soit parfois garanti par la loi. L'engagement des pouvoirs publics quant à leur prise en charge réelle pour favoriser leur insertion et notamment en agissant concrètement pour l'encadrement, la scolarisation, l'intégration et la mise en place de structures adéquates reste insuffisant. L'on devrait pour cette journée se fixer des objectifs par des actions concrètes, qui fassent avancer l'application des normes et règles internationales relatives aux per-

sonnes handicapées et qui fassent progresser leur participation à la vie sociale et au développement, au même titre que les autres personnes. L'occasion est telle que les médias ont un rôle particulièrement important à jouer et peuvent concourir au succès de cette Journée et tout au long de l'année pour sensibiliser le public aux contributions positives des personnes handicapées. Par ailleurs, la ministre de la Solidarité nationale, Ghania Eddalia, avait mis l'accent sur la nécessité de «rattraper le retard accusé» en matière de facilitation d'accès des personnes aux besoins spécifiques aux différents espaces et structures publiques à travers la coordination des efforts de tous les acteurs. «Pour rattraper le retard accusé en matière d'accessibilité des personnes aux besoins spécifiques aux différents espaces, il est nécessaire d'inten-

sifier les efforts de tous les acteurs en vue de faciliter la vie quotidienne de cette frange de la société», a-t-elle indiqué. La ministre avait rappelé les missions de cette Commission et les différentes mesures prises par ses services pour la prise en charge des personnes aux besoins spécifiques, dont l'élaboration d'un dictionnaire de langage des signes comportant 1 560 mots, en sus de mettre à la disposition des scolaires non-voyants 18 000 manuels scolaires. Après avoir passé en revue les efforts consentis pour faciliter l'accès des personnes aux besoins spécifiques à leurs différents droits, la ministre a mis l'accent sur la nécessité de garantir les autres droits offerts à cette frange, dont le droit à l'éducation et à l'insertion professionnelle et sociale. A ce propos, M. Eddalia a mis l'accent sur la nécessité de «contraindre les différents interve-

## LA QUESTION DU JOUR

### Juan Guaidó rentrera-t-il ?

Suite de la page une

L'idéal pour les Etats-Unis, ce serait que leurs alliés sud-américains envahissent militairement le Venezuela, et qu'à eux-mêmes revienne la tâche plus hygiénique de prendre en charge tout ce qui ressort à la logistique. L'administration Trump ne peut pas se permettre plus que cela, pour des considérations de politique interne notamment. En fait, depuis le début, la probabilité qu'elle se décide finalement pour l'emploi de la force contre le régime vénézuélien n'a jamais été sérieuse, même si les Russes par leurs mises en garde répétées à l'adresse des Américains ont semblé quant à eux ne pas l'écartier. Reste le cas de Juan Guaidó, le président autoproclamé, et reconnu par ce même groupe de Lima, qui cependant s'oppose à la solution militaire. Juan Guaidó avait prétendu se porter à la frontière colombienne pour recevoir l'aide humanitaire américaine, en attendant de la faire entrer dans le pays. On sait maintenant que son véritable objectif, c'était de passer la frontière, entre autres pour assister à la rencontre du groupe de Lima. De là la question que tout le monde se pose de savoir s'il compte retourner dans le pays, ou s'il va se résoudre à rester à l'étranger, après s'être proclamé peut-être président en exil, de crainte de se faire arrêter s'il prenait la décision contraire. Ayant enfreint l'une des restrictions prononcées à son encontre après qu'il se fut autoproclamé président légitime du Venezuela, qui est celle justement de ne pas quitter le territoire national, son arrestation semble aller de soi. Pourtant lui-même fait savoir qu'il compte bien rentrer dans le pays. Le fera-t-il ? C'est peu probable. En tout cas, une chose est certaine : s'il ne rentre pas, sa carrière de président autoproclamé est terminée. Tout l'intérêt qu'il représente aux yeux des pays qui l'ont reconnu réside en effet dans ceci qu'il est présent dans le pays. Il ne les servira en rien comme président en exil. Alors qu'il peut toujours servir à quelque chose en tant que prisonnier politique au Venezuela.

M. H.

nants et porteurs de projets au niveau local à tenir compte des normes en vue de faciliter l'accessibilité des handicapés», annonçant la création d'un prix national de la meilleure réalisation en termes d'accessibilité des handicapés aux différents espaces, tout en examinant la possibilité d'introduire un module sur l'accessibilité des handicapés dans les programmes de formation des secteurs de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle.

Meriem Benchaouia

Boumerdès

# Près de 3 800 logements AADL à livrer avant fin juin

■ Près de 3 800 logements de type location-vente (AADL) seront livrés avant «fin juin prochain» dans nombre de communes de la wilaya de Boumerdès selon le cahier des charges y afférent, a-t-on appris hier du directeur de l'antenne locale de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL).

Par Amine H.

«**L**es travaux des chantiers de logements vont bon train», a souligné M. Adjrid dans un exposé présenté au wali, Mohamed Selmani, qui effectuait une visite de travail à Bordj Menaiel. Le directeur de l'antenne AADL a fait part de la livraison programmée des logements «pour juin prochain» sur la base, a-t-il dit, des prévisions de leur cahier des charges et suivant le parachèvement de leurs travaux d'aménagement externe (notamment les réseaux divers et VRD). Il s'agit, selon M. Adjrid, de 1 500 logements AADL en réalisation à Bordj-Menail (sur deux sites abritant respectivement 800 et 700 unités), outre 1000 unités à Khemis El Khechna, 800 dans la région d'El Kerma et 500 à Ouled Haddadj. Durant sa visite d'inspection, le chef de l'exécutif a souligné l'«impératif parachèvement total des aménagements externes» des logements à livrer et ce, a-t-il insisté, «avant leur attribution à leurs bénéficiaires». A noter la réalisation, en cours, dans plusieurs communes de Boumerdès, d'au moins 9 000 logements (toutes formules confondues), dont la réception d'une grande partie est programmée «courant de l'année 2019», selon les responsables en charge du secteur local du logement. Sachant que la wilaya de Boumerdès a bénéficié entre 2000 et 2015 d'un programme

global de près de 89 400 logements de différents segments (dont le public locatif, le public participatif, le promotionnel aidé, location-vente et l'habitat rural). Selon une situation de la commission d'urbanisme et du logement de l'APW, présentée dernièrement lors d'une session ordinaire du conseil de wilaya, il a été enregistré, jusqu'à fin 2013, la réalisation et l'attribution de plus de 28 000 unités de ce programme de logements, tandis que 14 600 autres sont en chantier.

Quelque 29 000 unités (de ce même programme) ont été lancées en réalisation en 2017, alors que les travaux sont à l'arrêt au niveau des chantiers de plus de 2 000 unités. La commission d'urbanisme a émis, dans son rapport, plusieurs observations axées sur le retard enregistré dans la concrétisation des objectifs fixés pour le secteur, pour des contraintes liées au foncier, aux oppositions des citoyens, au transfert des réseaux divers, ainsi qu'à la longueur des délais des études des projets, entre autres. Une fois ce programme d'habitat totalement concrétisé, le parc logement de la wilaya de Boumerdès sera porté à 190 000 unités, contre



100 000 unités en 1999 et 139 000 en 2009. Un fait ayant contribué à la réduction du taux

d'occupation par logement de 5,20 personnes par logement à l'avenir.

A. H./APS

Béjaïa

## Les travailleurs de plusieurs secteurs dans la rue

Impressionnante était la marche des travailleurs de l'Education nationale hier à Béjaïa sous la coupe de la coordination des syndicats autonomes qui rassemblent, plusieurs syndicats dont le Cnapeste, le Satef, le Snte, la Snapeste, le Cla, l'Enpef et le Snapap. Plusieurs autres importantes marches ont été organisées aussi par les travailleurs de plusieurs secteurs dont l'EPB, BMT, de la Sonelgaz, Algérie Télécom, Impôts, Assurances, Banques, Trésor public pour dénoncer «les manœuvres dilatoires» du systè-

me et exiger, en même temps, le «départ définitif et immédiat» du pouvoir en place. La procession mixte et en couleurs s'est répandue dans les rues de la ville dans le calme et la sérénité totale. La rue de la liberté était, une nouvelle fois, noire de monde. Des dizaines de milliers de personnes s'y trouvaient. Des slogans anti-système ont été scandés par les foules «Système dégage !», «Algérie: une république pas un royaume», «Algérie libre et démocratique», «pas de 4<sup>e</sup> mandat prolongé», «pour une transition avec le peuple». La ville a

assisté encore à un véritable déferlement humain. Un prélude à la marche de vendredi prochain, estiment des manifestants ayant pris part à cette action avec beaucoup de détermination. Des chants patriotiques ont été entonnés tels que la chanson «Ayema svar Ouretrou» de feu Farid Ali, «Watani Watani Ghali Thammni...». Les automobilistes en ont rajouté à l'ambiance avec des klaxons à chaque passage avant l'arrivée de la foule au siège de la wilaya. Laquelle a organisé, ensuite, un grand rassemblement sur les lieux. «Nous

vivons des moments historiques. Depuis 1962 le pays est pris en otage», déclare un manifestant. «Nous sommes dans la rue pour dire non aux propositions de rafistolage, nous voulons une transition avec le peuple». Et d'ajouter : «le pouvoir doit partir et nos compétences nationales doivent prendre le relais». Notons qu'une marche a été organisée par le secteur de la Santé hier aussi à Sidi-Aïch où on a assisté aux mêmes revendications et aux mêmes slogans portant sur un changement radical du système.

Hocine Cherfa

1<sup>er</sup> fournisseur d'onduleurs solaires au monde

## Huawei à la 2<sup>e</sup> édition du Salon des énergies renouvelables

Huawei présente ses dernières technologies des énergies renouvelables lors de la 2<sup>e</sup> édition du Salon international de l'environnement et des énergies renouvelables. Premier innovateur des technologies de l'information et de la communication au monde et important acteur dans le secteur des énergies renouvelables, Huawei, à travers sa filiale algérienne, a pris part à la deuxième édition du Salon international de l'environnement et des énergies renouvelables, qui s'est déroulé au Palais des expositions, Pins maritimes, Safex, Alger, du 07 au 10 mars 2019. Huawei a ainsi présenté ses dernières technologies des énergies renouvelables, à savoir ; les onduleurs

solaires dotés d'intelligence artificielle et des data center hautement développés. La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatma-Zohra Zerouati, accompagnée du ministre de la Formation professionnelle, Mohamed Mebarki et de l'ambassadeur de la République de Chine en Algérie, Li lianhe, s'est rendue au stand de Huawei pour y découvrir les dernières innovations du fournisseur technologique qui lui ont été présentées par les représentants du label chinois, dont le vice-président de Huawei Afrique du Nord, chargé des Relations publiques, Philippe Wang, le directeur de Huawei Algérie, Thierry Gao, la directrice de compte entreprise, Amel Bedjaoui et

enfin le directeur des Relations publiques et Communication de Huawei Algérie, Alexandre Tian. A travers sa participation, Huawei Télécommunications Algérie démontre, encore une fois, l'intérêt qu'elle porte au marché algérien des énergies renouvelables et sa volonté de participer au développement de ce dernier. Le directeur des Relations publiques et de la Communication de Huawei Télécommunications Algérie, Alexandre Tian a, à cette occasion, offert à la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables un livre retraçant l'histoire de Huawei et son développement depuis sa création en 1987.

L. M.

### Accidents de la route 31 morts et plus de 1 300 blessés en une semaine

TRENTE-ET-UNE personnes ont trouvé la mort et 1 363 autres ont été blessées dans 1 242 accidents de la circulation survenus dans plusieurs régions du pays durant la période du 3 au 9 mars en cours, selon un bilan rendu public mercredi par les services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d'El Oued où quatre personnes sont décédées et 23 autres ont été blessées, suite à 18 accidents de la route. Durant la même période, les secours de la Protection civile ont effectué 12 985 interventions qui ont permis la prise en charge de 1 598 blessés traités sur les lieux des accidents et l'évacuation de 11 058 malades vers les structures sanitaires. En outre, 1 203 interventions ont été effectuées pour procéder à l'extinction de 842 incendies urbains, industriels et autres. L. O.

Malgré son caractère obligatoire

# L'assurance RC «ne se vend pas bien»

Malgré son caractère obligatoire, un bon nombre d'entreprises, de commerçants et même de communes, continuent à tourner le dos à l'assurance de Responsabilité civile (RC), selon des professionnels de ce marché, interrogés par la Revue de l'Assurance.

PH.D.R.



Par Salm K.

Selon le président de l'Union algérienne des courtiers d'assurances (UACA), Boudra Abdelaziz, à l'exception de la RC voiturier pour les transporteurs publics des marchandises, dont le contrôle se fait sur les routes, les autres assurances RC ne sont souscrites qu'*«occasionnellement»*. «C'est l'absence de la culture d'assurance qui est à l'origine de la faiblesse de l'adhésion volontaire à celle-ci et de son faible taux de pénétration en général», analyse-t-il dans le numéro 23 de cette revue trimestrielle (octobre, novembre et décembre 2018). Il a pointé du doigt également le «manque flagrant» de communication et de vulgarisation du produit, en plus de «l'absence de contrôle» de l'obligation d'assurance par les autorités locales. Pour M<sup>me</sup> Nedil

Djamila, représentante de la compagnie d'assurance des hydrocarbures (CASH), la réticence des agents économiques à se protéger contre les éventuelles conséquences découlant de leur responsabilité civile vis-à-vis des tiers est due à «une absence flagrante de prévoyance de la part des dirigeants d'entreprises, professionnels et commerçants». Ces derniers, poursuit-elle, «non seulement ils n'ont pas idée des risques qu'ils encourrent mais, surtout, des avantages qu'ils peuvent tirer d'un bon contrat d'assurance». Le président de l'Association nationale des agents généraux d'assurance (Anaga), Belach Mohamed, estime, de son côté, que «c'est le contrôle qui fait vendre l'assurance RC». Les transporteurs de marchandises et les conducteurs de véhicules particuliers et de transport de voyageurs n'hésitent pas à acheter

les assurances voiturier et automobile car ils sont, argumente-t-il, régulièrement contrôlés sur les routes par les barages de police et de gendarmerie. La RC se vend également avec les packs de produits d'assurances destinés aux entreprises, aux commerçants et aux professions libérales, observe l'expert en proposant d'*«invalidiser ces packs s'ils n'incluent pas la RC»*. Alors qu'il s'agit d'une obligation, une commune sur mille seulement souscrit à un contrat RC, selon lui. «C'est inconcevable de la part d'une collectivité locale de l'Etat de ne pas respecter une obligation légale», regrette-t-il en proposant au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales d'exiger de toutes les communes de transmettre une copie de leur contrat RC. Il a fait remarquer, qu'à l'étranger, une commune qui ne souscrit pas une RC ne peut pas recevoir

d'élèves dans ses écoles ni transporter les écoliers car la commune a une responsabilité civile vis-à-vis de ses habitants.

## Assurances: 105,4 MDS de chiffre d'affaires sur les 9 premiers mois de 2018

Pour remédier à cette situation M. Belach propose, à titre d'exemple, d'intégrer la RC dans les tickets de vente des produits et les services comme les billets de voyageurs. Ça sera un moyen de lutte contre la non-souscription de cette obligation d'assurance, estime-t-il. L'assurance RC est une assurance de principe indemnitaire où la victime a une indemnité correspondant au dommage subi si elle apporte trois preuves que sont le fait dommageable, le préjudice et un lien de causalité, rappelle la Revue. Il s'agit d'un contrat qui garantit les conséquences pécuniaires encourues par l'assuré lorsque celui-ci cause un dommage matériel ou corporel à un tiers que ce soit par sa négligence, son imprudence, ses enfants, préposés, animaux ou choses dont il est responsable, explique la même source. Mais la RC ne couvre pas les faits que l'assuré aurait commis intentionnellement. En Algérie, il existe plusieurs types de contrats de responsabilités, dont certains sont obligatoires. Les Petites et moyennes entreprises (PME) sont par exemple tenues par la loi de s'assurer contre les risques que peuvent générer leurs activités. Il y a également la RC du domaine sportif et la RC professionnelle. Cependant l'assurance obligatoire la plus répandue est la responsabilité civile des propriétaires de véhicules instituée en Algérie en 1974. La RC nécessite, toutefois, une souscription à une assurance dommage en «Tous risques». Selon la représentante de la CASH, toutes les polices d'assurance de la RC ne se vendent

pas pareillement. Parmi les polices RC qui arrivent à «attirer» un peu les clients de la Cash, elle cite la RC exploitation pour les entreprises et les établissements du secteur public, la RC automobile, vu qu'il y a une responsabilité pénale en cas de non souscription à cette garantie, la RC produits livrés, la RC Décennale et, en dernier lieu, la RC professionnelle du réalisateur d'ouvrage. Le marché national des assurances a réalisé un chiffre d'affaires de 105,4 milliards de dinars (MDS) sur les 9 premiers mois de 2018, contre 102,3 mds DA sur la même période de 2017, soit une hausse de 3%. Le chiffre d'affaires réalisé par les assurances de Dommages avait prédominé en s'établissant à 94 mds DA contre 90,4 mds DA à la même période de 2017 (+4%).

S. K./APS

## Changes La livre britannique en légère hausse

LA LIVRE sterling a connu une légère hausse, hier face à l'euro et au dollar, après le rejet de la veille du traité du Brexit par le Parlement britannique. Vers 10h00 GMT (11h00 à Paris), la livre s'échangeait à 85,97 pence pour un euro au lieu de 86,33 mardi à 21h00 GMT et valait 1,3136 dollar contre 1,3075 la veille. Mercredi, «l'attention restait sur la livre après un nouveau rejet de la proposition de Theresa May et les montagnes russes qu'a connu la devise britannique hier», a expliqué Konstantinos Anthis, analyste pour ADS Securities. Mardi, la monnaie britannique avait d'abord grimpé avec les concessions de dernière minute obtenues par la Première ministre britannique, puis avait chuté après que le conseiller général du gouvernement britannique avait jugé que le «risque juridique» du backstop restait «inchangé», ouvrant la voie à un probable rejet de l'accord. Celui-ci a ensuite, en effet, été rejeté par les députés britanniques par 391 voix contre 242. La hausse d'hier s'expliquait par le fait que «le marché est assez confiant» sur le fait qu'il ne devrait pas y avoir de Brexit sans accord, selon Michael Hewson, analyste de CMC Markets. Dans la soirée mercredi, les députés britanniques s'exprimeront sur la possibilité d'un «no deal», cauchemar pour les milieux économiques, mais devraient rejeter un tel scénario.

R. E.

## Pétrole

# Le panier de l'Opep se maintient à plus 66 dollars le baril

Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a augmenté à 66,30 dollars le baril mardi, contre 66,01 dollars lundi, a indiqué hier l'Organisation pétrolière sur son site web. Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djeno (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats

arabes unis) et Mery (Venezuela). Le même jour, les cours de l'or noir ont été soutenus par les baisses de production de brut, volontaires en Arabie saoudite et liées à une panne de courant massive au Venezuela, même si de nouvelles prévisions des autorités américaines ont freiné l'enthousiasme des investisseurs. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai a terminé à 66,67 dollars à Londres, grappillant 9 cents par rapport à la clôture de lundi. A New York, le baril de la référence américaine, le WTI pour le contrat d'avril, a pris 8 cents pour clôturer à 56,87 dollars. Lundi, l'Arabie saoudite, premier exportateur mondial,

produit encore moins que l'objectif établi par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses partenaires en décembre, et un responsable du royaume a affirmé que les exportations ne remonteraient pas en avril. D'autre part, le réseau électrique vénézuélien est affecté depuis cinq jours par une panne géante qui a notamment pour conséquence la mise au point mort des exportations de pétrole du principal port du pays. Membre fondateur de l'Opep, le pays avait déjà vu son offre limitée par des sanctions américaines contre le groupe pétrolier national PDVSA. Ce ralentissement involontaire de la production vient s'ajouter aux efforts de

limitation des exportations volontaires de l'Opep. L'Opep et ses partenaires appliquent un accord de limitation de leur production, renforcé depuis début janvier, qui a fait grimper les prix sur cette période. Une réunion des pays de l'Organisation pétrolière et ses partenaires, dont la Russie est attendue pour les 17 et 18 avril à Vienne afin d'estimer si leur politique de réduction de la production engagée depuis début janvier doit être maintenue ou amendée. Elle sera précédée par la treizième réunion du Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord Opep/non-Opep (JMMC) à Bakou (Azerbaïdjan) le 18 mars prochain.

Mahi O.

## Batna

## Lancement d'un vaste programme de réfection des fuites au réseau AEP

■ Un vaste programme de réfection des fuites d'eau signalées à travers le réseau de distribution d'eau potable (AEP) dans la ville de Batna a été lancé par l'Algérienne des eaux (ADE), a indiqué le chargé de l'information auprès de cette entité.

Par Anissa H.

317 fuites ont été déjà réparées par les services techniques de l'ADE sur les 378 signalées de décembre à février derniers, a précisé Abdelkrim Zaim, soulignant que «les efforts se poursuivent» pour traiter le restant des points noirs recensés. Le même responsable a souligné qu'au cours de l'année 2018, 3.638 fuites comptabilisées à travers l'ensemble des réseaux AEP des communes gérées par l'ADE ont été réparées précisant que sur ce nombre, 746 fuites avaient été signalées au chef lieu de wilaya. Des campagnes de sensibilisation, à travers notamment les ondes de la radio régionale de Batna ont été organisées pour impliquer davantage les citoyens l'entretien et la maintenance des réseaux AEP en les invitant à signaler toute fuite d'eau a-t-on noté. Un numéro vert (9315) et un compte Facebook de la cellule de communication de l'ADE-Batna ont été communiqués aux auditeurs de soulever leur préoccupations et signaler toute anomalie sur les réseaux AEP selon la même source. Les services

techniques de l'Algérienne des eaux sont appuyés dans leur mission de réparation des fuites signalées par l'entreprise chargée de la réalisation de la 2<sup>e</sup> tranche du projet de mise à niveau du réseau d'alimentation d'eau potable (AEP) de la ville de Batna devant être lancé «dans les prochaines semaines», a fait savoir la même source. Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'amélioration des services en

matière d'alimentation en eau potable, a indiqué le même responsable, rappelant que le projet de mise à niveau du réseau AEP de la capitale des Aurès est scindé en deux lot, le premier déjà achevé sur un linéaire de 120 km et le second devant être lancé «incessamment» sur un réseau de 140 km. L'ADE-Batna est chargée de la gestion de l'eau potable dans 26 des 61 communes que compte Batna totali-



sant 80% de la population de cette wilaya.

A. H. /APS

## El Tarf

## 30 000 doses supplémentaires de vaccin contre la peste des petits ruminants

Pas moins de 30 000 doses supplémentaires de vaccin contre la peste des petits ruminants (PPR) ont été réceptionnées et distribuées à travers les différentes communes relevant des sept daïras de la wilaya d'El Tarf, a-t-on appris auprès de la direction des services agricoles (DSA). Ce deuxième quota de vaccin, intervenant après un premier de 20 000 doses, s'inscrit dans le cadre des dispositions prises par la tutelle pour circons-

crire cette épizootie a précisé le directeur local de la DSA, Kameledine Benseghir, soulignant que l'opération de vaccination de cheptel, lancée depuis février dernier, se poursuit «sur le même rythme». Il a dans ce contexte, ajouté que cette opération est menée par 42 vétérinaires praticiens privés mandatés par l'autorité vétérinaire nationale, signalant, également, la réception de 13.000 doses supplémentaires de vaccin, entrant

dans le cadre de la vaccination drappel contre la fièvre aphteuse chez les bovins en sus de la réception, «vers le 17 mars courant, d'un autre quota similaire». Près de 300 cas de cheptel atteint de la peste des petits ruminants et de fièvre aphteuse ont été enregistrés à El Tarf depuis l'apparition de cette zoonose, a rappelé la source, signalant que 39 foyers de ces maladies ont été également relevés durant cette même période.

S'agissant de la circulation du bétail, le DSA a réitéré l'importance du respect des mesures de prévention, notamment de la vaccination du cheptel pour le protéger et leur déplacement muni de certificat de vaccination. Relevant que toute saisie de cheptel ne répondant pas aux mesures de prévention, notamment le certificat de vaccination, sera «systématiquement» acheminée vers l'abattoir, la même source a indiqué qu'«aucun nouveau cas de contamination de PPR n'a été enregistré depuis de février dernier». Selon la même source, l'opération d'indemnisation des éleveurs touchés par la peste des petits ruminants débutera, «au courant de la semaine prochaine». La wilaya d'El Tarf compte 81 800 bovins, dont près de 42 000 vaches laitières, ainsi que 152 000 ovins et 33 640 caprins, selon les statistiques des services agricoles. F. Y.

A. O. /APS

## Tébessa/ Internet via le satellite Alcomsat

## Raccordement «avant fin 2019» de plus de 400 écoles primaires

Pas moins de 416 établissements scolaires dans la wilaya de Tébessa seront raccordés «avant la fin de l'année en cours» à l'internet via le satellite algérien «Alcomsat», a indiqué le directeur local de la poste, des télécommunications, des technologies et de la numérisation, Abdelkader Fassih. Le raccordement de ces écoles primaires des 28 communes de la wilaya à l'internet via le satellite Alcomsat vise à mettre à la disposition des scolarisés les nouvelles technolo-

gies de communication et à améliorer les conditions de leur scolarisation, a précisé à l'APS le même responsable. Il a ajouté dans ce contexte que des formations ont été dispensées «depuis le début de l'année en cours» à plusieurs techniciens de la direction des télécommunications de Tébessa sur l'installation des équipements nécessaires au raccordement à l'internet, les techniques utilisées et les moyens de contrôle de cette nouvelle technologie relevant que ces techni-

ciens entameront leur travail, «l'acquisition du matériel adéquat». Le même responsable a souligné qu'un programme de raccordement des établissements relevant du secteur de la santé et de plusieurs directions et administration des collectivités locales était en cours dans la wilaya de Tébessa, dans une démarche visant la modernisation de l'administration et la généralisation de l'utilisation des nouvelles technologies.

A. O. /APS

## Tébessa

## 15 000 commerçants titulaires d'un extrait du registre du commerce électronique

Le nombre de commerçants titulaires d'un extrait de registre du commerce électronique dans la wilaya de Tébessa a atteint 15 800, a indiqué le responsable de l'antenne locale du Centre national du registre du commerce (CNRC). Depuis le lancement de l'opération de modernisation et de numérisation du registre du commerce en juin 2014, 15 800 personnes physiques et morales exerçant des activités commerciales dans divers domaines ont basculé vers le registre électronique a précisé à l'APS, Ahmed Naoui. Il a dans ce sens ajouté que ce nombre dépasse les 50% du nombre des commerçants recensés dans cette wilaya frontalière qui compte actuellement près de 30 700 commerçants, rappelant que la date limite pour

l'obtention du registre du commerce électronique est fixé au 11 avril prochain. Relevant que la modernisation et numérisation du registre de commerce vise à sécuriser et protéger l'identité commerciale des personnes physiques et morales, le même

responsable a souligné que l'antenne locale du CNRC organise plusieurs campagnes de sensibilisation et des réunions périodiques avec les parties et les organismes en relation, notamment la direction du commerce, la chambre de l'artisanat et celle

de l'agriculture et autres pour sensibiliser les opérateurs économiques quant à l'importance de se doter du registre électronique. Des moyens matériels «importants» et un personnel «qualifié» sont mobilisés depuis le lancement de cette opération

pour faciliter le basculement et accompagner les opérateurs économiques à obtenir la version électronique de leur registre, a conclu le même responsable.

Agences

## Souk Ahras

## Réception «prochaine» de plus de 1 000 LPL

Pas moins de 1 005 logements publics locatifs (LPL) seront «prochainement» réceptionnés dans plusieurs communes de la wilaya de Souk Ahras, a affirmé mardi, le chef de l'exécutif local, Farid Mohamedi. Ces logements dont les bénéficiaires ont obtenus des décisions de pré-affectation se répartissent sur les communes de Souk Ahras (628 LPL), Khemissa (30), Ain Soltane (67), M'daourouche (70), Taoura (160) et

Zaïrouria (50), a précisé le même responsable au cours de la réunion de l'exécutif de wilaya consacré à la situation des divers programmes de logement. Le même responsable a indiqué à l'occasion que la liste des attributaires d'un autre lot de 75 logements de même type dans la commune de Taoura en phase d'achèvement est «en cours d'établissement». Le wali a estimé «insatisfaisante» la cadence actuelle de réali-

sation des projets de logements dont certains ont été lancés depuis 5 ans dans nombre de communes insistant sur la nécessité de rattraper le retard accusé par la désignation de nouveaux chefs de projets dans les daïras. Le chef de l'exécutif a ordonné d'écarter les entrepreneurs ayant été incapables de parachever les projets de logements et de les remplacer par d'autres qualifiés.

les remplacer par d'autres qualifiés.

R. R.

Crise en Libye

# Al-Serraj réaffirme la nécessité d'une solution politique souveraine

■ Le président du Conseil présidentiel libyen, Fayez al-Sarraj, a insisté sur la nécessité de trouver une solution politique souveraine à la crise en Libye, notamment à travers des élections organisées «sur une base constitutionnelle saine à même de permettre au peuple de s'exprimer via les urnes».

Par Farid M.

**S** exprimant lors d'une rencontre à Tripoli avec plusieurs chefs de missions diplomatiques de pays de l'Union européenne accréditées en Libye, M. al-Sarraj a salué les efforts de l'UE en faveur de la stabilité en Libye et réaffirmé la nécessité d'un règlement politique de la crise libyenne «en organisant des élections sur une base constitutionnelle saine à même de permettre au peuple de s'exprimer via les urnes». Au cours de cette rencontre à laquelle ont pris part notamment le chef de la diplomatie libyenne, Mohamed Siala, le ministre de l'Intérieur, Fethi Bachagha, et l'ambassadeur de la Libye auprès de l'UE, Hafidh Kaddour, Fayez al-Sarraj a plaidé pour «le retour des missions diplomatiques» à Tripoli et critiqué, par ailleurs, «les ingérences négatives» de certains pays européens dans la crise libyenne. M. al-Sarraj a, dans le même contexte, exprimé sa «colère» quant à la poursuite par certains pays occidentaux de «livrer des armes aux parties au conflit». «Cela, a-t-il alerté, compliquerait davantage la crise qui risque de perdurer encore plus longtemps». De leur côté, les diplomates européens ont exprimé d'une seule voix leur soutien au Gouvernement d'union nationale (GNA) et aux plans de l'envoyé spécial de l'ONU, Ghassan Salamé, en vue de ramener la stabilité en Libye. Ils ont, en outre, souligné l'importance de la

tenue d'«une conférence nationale inclusive» conformément au plan élaboré par les Nations unies pour le règlement du conflit en Libye, déclenché en 2011.

## Cap sur la conférence inter-libyenne inclusive

Lundi, Ghassan Salamé avait annoncé, dans une interview accordée à une chaîne de télévision libyenne, que la conférence nationale inter-libyenne «se tiendra dans moins d'un mois», soulignant que la mission onusienne s'emploie actuellement à réunir toutes les conditions nécessaires pour sa tenue avec la participation de toutes les parties libyennes. Il avait souligné, également, que la conférence s'appuiera sur les travaux approfondis comprenant les résultats des réunions du Conseil parlementaire et des Conseils d'Etat et des sommets d'Abou Dhabi, de Paris et de Palerme. S'appuyant sur le plan élaboré par les Nations



unies pour le règlement de la crise libyenne, M. Salamé a ajouté que cette conférence sera «exclusivement» libyenne et constituera un «moment historique pour la Libye, si les différentes parties libyennes conviennent de rétablir l'autorité de l'Etat». A ce propos, l'émissaire

onusien avait annoncé la participation de plus d'une vingtaine de délégations libyennes représentant, notamment les grandes villes du pays, les partis, les universités, les syndicats, les tribus et autres acteurs de la société civile. Des membres de la Chambre des représentants et

du Conseil d'Etat, ainsi que des personnalités politiques seront conviées à cette conférence nationale inclusive, qu'il a considérée comme «une étape essentielle pour parvenir à une solution politique au conflit libyen».

F. M./APS

## Règlement de la question sahraouie

### Message du président sahraoui à son homologue mauritanien

**L**e président mauritanien, Mohamed Ould Abdel Aziz, a reçu une lettre de son homologue sahraoui, Brahim Ghali, portant sur les actions menées par la Communauté internationale en vue de trouver une solution «juste et durable» à la question sahraouie, a rapporté l'agence de presse sahraouie (SPS). «L'envoyé spécial du président de la République, Mhamed Khaddad, a été reçu à Nouakchott par le président de la République

islamique de Mauritanie, Mohamed Ould Abdel Aziz, à qui il a remis un message écrit de son frère le Président sahraoui, Brahim Ghali», a indiqué SPS. Le message a été remis au cours d'une audience que le président mauritanien, Mohamed Ould Abdelaziz, a accordée à M. Khaddad, membre du Secrétariat national du Front Polisario, envoyé spécial du président Brahim Ghali, a précisé l'agence. A l'issue de la rencontre, M.

Khaddad a indiqué avoir été «honoré par l'audience que lui a accordée le président mauritanien, à qui il a remis le message de son frère Monsieur Brahim Ghali, président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) portant sur les relations bilatérales, les actions soutenues menées par la Communauté internationale en vue de trouver une solution juste et durable au conflit du Sahara occidental».

S. A.

## Maroc

### Au moins un mort et 11 blessés dans une fusillade dans le sud du pays

**U**ne fusillade dans la ville de Guelmim, dans le sud du Maroc, a fait au moins un mort et 11 blessés, parmi eux un agent de police et un commissaire, ont rapporté des médias locaux citant un communiqué de la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN). Un individu âgé de 43 ans a utilisé un fusil de chasse, tirant sur des passants dans une rue près de son domicile situé dans le quartier Tagna de la ville de Guelmim, dans le sud du Maroc, tuant une personne sur place et blessant au moins 11 individus, ont indiqué des médias locaux s'appuyant sur un communiqué de la DGSN. L'auteur de l'attaque aurait été appréhendé et blessé après des échanges de tirs avec les forces de l'ordre, ont ajouté les mêmes sources, précisant qu'il a été transféré à l'hôpital régional pour y recevoir les soins nécessaires. Quant aux victimes, elles ont été

conduites dans un hôpital militaire de la ville pour recevoir les soins nécessaires. Selon les premiers éléments de l'enquête, le suspect résidait auparavant à l'étranger. «Il a ouvert le feu de manière aléatoire et sans raison

apparente, en utilisant son fusil de chasse, qui est en sa propriété, causant le décès sur place d'une victime, une jeune femme née en 1991, et blessant légèrement onze autres, dont deux fonctionnaires de police», a fait

savoir le communiqué de la police marocaine. Le suspect, après sa neutralisation, a été placé sous surveillance médicale à l'hôpital, dans l'attente qu'il soit soumis à une enquête judiciaire menée sous la supervision du

Parquet compétent afin d'élucider les circonstances de cet acte, a conclu la même source.

A. O./Agences

## Fiscalité

### Sortie de la Tunisie de la liste grise des paradis fiscaux établie par l'UE

**L**a Tunisie ne fait plus partie des juridictions non-coopératives en matière de fiscalité des entreprises. Les Etats membres de l'UE ont approuvé la sortie de la Tunisie de la liste des juridictions non-coopératives en matière de fiscalité des entreprises. Réunis à Bruxelles, les ministres des Finances de l'Union ont mis à jour la liste de l'UE des juridictions fiscales non coopératives, autrement appelées «paradis fiscaux». Selon un communiqué de la commission européenne, ces derniers ont expliqué qu'«à la suite des enga-

gements pris en 2017, de nombreux pays ont maintenant mis en œuvre les réformes et les améliorations promises et 25 pays du processus de sélection initial ont été déclarés en règle : Andorre, Bahreïn, Îles Féroé, Groenland, Grenade, Guernesey, Hong Kong, Île de Man, Jamaïque, Jersey, Corée, Liechtenstein, Macao, Malaisie, Montserrat, Nouvelle-Calédonie, Panama, Pérou, Qatar, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Taïwan, Tunisie, Îles Turques-et-Caïques et Uruguay». Par contre, ils ont ajouté 10 nou-

veaux mauvais élèves dans la liste noire dont les Emirats arabes unis, pour porter le total à 15 pays. Outre les cinq juridictions figurant déjà dans la liste noire des paradis fiscaux établie par l'UE – les Samoa américaines, les Samoa, Guam, Trinité-et-Tobago et les îles vierges américaines – la liste révisée de l'UE comprend désormais dix autres juridictions : l'île d'Aruba, Belize, les Bermudes, Fidji, Oman, la Dominique, les Barbades, les Emirats arabes unis, les îles Marshall et Vanuatu.

R. M.

Seat Algérie

## Deux nouvelles finitions sur la Leon

Animée par Ali Zidane

Le modèle Leon de Seat vient de s'enrichir de deux nouvelles finitions : Leon FR Beats et Leon Urban. Le véhicule sportif le plus admiré par les jeunes clients de Seat s'inscrit dans cette dynamique de la jeunesse en apportant toujours plus de dynamisme et de confort.

Il va y avoir du son avec la Leon FR Beats grâce à son «Sound System» et ses 10 haut-parleurs ! Cette technologie de pointe qui permet d'avoir une qualité de son équilibrée, claire et supérieure, donnera encore plus du plaisir à écouter de la musique à bord de sa Leon FR Beats. Le tout dans une ambiance exclusivement technologique grâce au Digital Cockpit, un sys-



tème de téléphonie confort soit Bluetooth avec chargeur à induction, le démarrage sans clé «Keyless entry», l'aide au stationnement avant + arrière avec caméra de recul, ainsi qu'un frein

à main électromécanique.

L'allure sportive de la Leon FR garde toute sa position, en affichant des sièges sport FR en tissu, un volant cuir multifonctions, un frein à main et levier de

vitesse en cuir, un spoiler arrière FR avec deux sorties chromées et des pourtours de vitres chromées.

Les projecteurs Full LED de la Seat Leon FR Beats forment un spectacle visuel à part entière. Cet équipement exceptionnel marie avec brio esthétique, prouesses technologiques et sécurité. Une esthétique confirmée davantage avec les jantes en alliage 18" et le pack extérieur FR et le spoiler arrière FR avec ses deux sorties chromées. L'on remarque également sur le design extérieur le vitrage arrière surteinté et l'entourage des vitres en chrome, ainsi que le toit ouvrant panoramique.

Le pack FR et les Jantes en alliage 18" offrent par ailleurs un design extérieur toujours distinct et sportif. Pour ce qui est de la nouvelle finition Leon Urban, elle

se veut comme une entrée de gamme dans la famille Leon. Elle se distingue par ses jantes en alliage 17", des projecteurs Full LED avec feux arrière à LED. Aussi, elle dispose d'un écran couleur tactile de 6,5" avec 6 haut-parleurs. Cette nouvelle finition a pour objectif de permettre aux clients Ibiza FR de monter en gamme.

La Leon roulera avec un bloc moteur diesel de 2.0 TDI 143 CH accouplé à une boîte de vitesse manuelle à 6 rapports. Leon FR Beats est Lancée au prix de 3 599 000 DA alors que la Leon FR Urban est affichée avec un prix de lancement de 3 050 000 DA avec un avantage client de 200 000 DA.

Volkswagen (Sovac Algérie)

## La Golf Drive DSG lancée



Une nouvelle finition sur la Volkswagen Golf est disponible à partir d'aujourd'hui dans l'ensemble du Réseau Sovac Algérie, pour ainsi enrichir l'offre sur ce véhicule très prisé et sur-

tout assemblé à l'usine Sovac Production. Animée par un moteur 2.0 TDI 143 CH, la Golf Drive DSG à six rapports se positionne comme une nouvelle offre alléchante pour succéder à la

finition Join, au plus grand bonheur des adeptes de la boîte de vitesse automatique. Au-delà de son design attractif et de ses équipements de confort et de sécurité, la Golf Drive DSG se veut encore plus digitalisée avec l'introduction de la clim digitale «Air Care Climatronic», avec régulation de la température 2 zones et filtre anti-allergène. Sur son aspect extérieur, elle garde toute la splendeur de la Golf à ce niveau de finition. La Golf Drive s'impose avec sa calandre noire avec baguettes chromées, des phares et des feux arrière à LED, un toit ouvrant coulissant et panoramique ainsi que des vitres latérales arrière et lunette arrière sur teintées. Pour mieux s'embellir, la Golf Drive est dotée de quatre jantes en alliage «Madrid» 17". Pour ce qui est de l'aspect

intérieur, cette nouvelle finition embarque avec elle tous les équipements déjà présentés sur la Golf Join et plus. Elle se distingue par ses sièges sport à l'avant avec des bandes centrales de siège en microfibrilles «ArtVelours». Aussi, la Golf Drive est munie d'un volant multifonction en cuir, d'un pommeau de levier de vitesses en cuir, une application en chrome sur la commande rotative d'éclairage et de réglage des rétroviseurs.

En sécurité, la Golf Drive ne se différencie pas des autres finitions. La marque Volkswagen,

très attachée à la sécurité de ses conducteurs, introduit de plus en plus d'équipements sur ses voitures. Sur cette finition on retrouve le système de blocage électronique du différentiel XDS, un régulateur de vitesse et limiteur de vitesse, un détecteur de fatigue et aussi un système d'aide au stationnement, signaux d'avertissement en cas d'obstacles à l'avant et à l'arrière. La Golf Drive DSG est proposée au prix de 3 799 000 DA. Les commandes seront ouvertes demain dans l'ensemble du réseau Sovac Algérie.

Salon de Genève

## Cascade de nouveautés



Les nouveautés automobiles se pressent à Palexpo. La 89<sup>e</sup> édition du Salon de Genève se tient du 7 au 17 mars. Jusqu'à présent, l'événement helvète avait honorablement résisté à la désaffection grandissante des constructeurs automobiles pour les salons. Malgré sa programmation annuelle, il demeurerait la référence des rendez-vous européens, contrairement au Mondial de Paris ou à l'IAA de Francfort, en perte de vitesse depuis le milieu des années 2010. Mais en 2019, le vent semble avoir tourné, puisque Genève n'échappera pas à cette érosion.

De nombreuses firmes comme DS, Ford, Jaguar, Land Rover ou Volvo ont déjà annoncé

leur absence, tandis qu'on peut douter de la venue d'Opel, par exemple. Le Blitz avait déjà boudé la Suisse en 2018, par manque de nouveauté. Cette année justement, aucun nouveau modèle n'est a priori prévu avant l'été et la révélation de la nouvelle génération de Corsa. A contrario, s'il est certain que Citroën ne disposera d'aucune avant-première commerciale, les chevrons feront pourtant le déplacement pour célébrer leur centenaire. Le programme demeure notamment très riche et sera couronné par le duel entre les toutes nouvelles citadines françaises. La Renault Clio et la Peugeot 208 se disputeront les faveurs des visiteurs.

Sovac Algérie

## La Škoda Octavia proposée en crédit à taux d'intérêt de 0%

Après un teaser lancé sur les réseaux sociaux il y a une semaine, la marque Škoda lève le voile sur sa nouvelle offre de ce mois de mars. Et Oui ! Škoda lance le crédit à taux d'intérêt 0% sur les deux versions : Business et Clever de la Škoda Octavia. Ayant eu un succès exceptionnel auprès de la clientèle, ces deux versions de la Škoda Octavia bénéficient désormais d'une offre commerciale supplémentaire afin de répondre à une plus large clientèle, notamment celle qui ne souhaite pas acquérir un crédit avec un taux d'intérêt.

Le crédit 0% est une offre commerciale valable jusqu'à la fin du mois en cours. Elle est proposée avec la banque Société Générale Algérie et a pour objectif d'offrir la possibilité aux clients de monter en gamme à travers l'acquisition d'une Octavia.

Ainsi, posséder une Octavia Business qui est proposée au prix de 3 149 000 DA est devenu



accessible grâce au crédit 0%. Le client pourrait mettre un apport personnel de 1 857 000 DA et le reste sera étalé sur un crédit allant jusqu'à 60 mois, sans aucun intérêt bancaire.

Pour Octavia Clever, qui est au prix de 3 699 000 DA, le client apporte un apport personnel de 2 500 000 DA et le restant du montant également en crédit sans intérêt.

C'est une véritable offre pour ceux qui souhaitent monter en

gamme en toute quiétude puisque l'apport journalier à partir de 696 DA. Il est également important d'insister sur le fait que l'étude du dossier avec la banque Société Générale Algérie sera traitée dans un délai de 72h. Pour plus d'informations pratiques sur cette offre, les commerciaux de l'ensemble du réseau Škoda sont formés pour apporter toutes les clarifications pour vous simplifier la vie !





## Venezuela

# Maduro et l'opposition s'accusent mutuellement de la panne géante

■ Le régime de Nicolas Maduro et l'opposition se sont accusés mutuellement de la gigantesque panne de courant qui a paralysé le Venezuela depuis le 7 mars, le premier l'attribuant à une «cyber-attaque» et la seconde à la «négligence» et à la «corruption».

Tandis que les communications revenaient à Caracas, le gouvernement a affirmé mardi que le courant était rétabli dans la plupart des régions du pays, à l'exception du grand ouest et de certains Etats du centre. Dans la soirée, le président Nicolas Maduro a proclamé la «victoire» dans la «guerre électrique» lancée selon lui par les Etats-Unis avec la complicité de l'opposition. Il a annoncé la création d'une «commission d'enquête présidentielle» pour laquelle il sollicitera «l'aide de l'ONU, de la Chine, de la Russie, de l'Iran, de Cuba, pays qui ont une grande expérience des cyber-attaques», a-t-il souligné. Mais les communications restaient difficiles entre

Caracas et les autres villes du pays. Et la population est éreintée par la course aux vivres et surtout à l'eau, sommée de payer le moindre achat en dollars. Oubliant un instant la faim, la soif, le courant coupé et la défaillance des services de base, une foule compacte a acclamé mardi à Caracas l'opposant Juan Guaido qui a promis de «sortir le Venezuela de la pénombre, très vite». C'était la deuxième fois depuis le début, jeudi, de la panne d'électricité géante qui a paralysé le pays que le chef de l'opposition, qui s'est proclamé président par intérim le 23 janvier, convoquait la population dans les rues. Juan Guaido a effectué une tournée dans la capitale, visitant plusieurs quartiers

sans incident, jusqu'au final dans le plus grand «barrio» populaire de Caracas, Petare, jurant de s'occuper bientôt du pays: «J'ai besoin d'un bureau pour ça, il se trouve à Miraflores!», le palais présidentiel. «Si se puede!» («Oui c'est possible!»), «Nous sommes là ! nous n'avons pas peur !», a scandé la foule, plusieurs milliers de personnes rassemblées sur le parcours entamé au son des sifflets et des casseroles, les «cacerolazos» de protestation contre le régime. Lundi soir, le chef de l'Etat Nicolas Maduro avait lancé un appel à la «résistance active» de ses partisans, et cité notamment les «colectivos», des groupes citoyens dont certains, de sinistre réputation, agissent en véritables milices, circulant par paires, à moto. «Il nous menace! C'est tout ce qui lui reste», a lancé Guaido. Le face-à-face entre les deux «présidents» du pays s'est encore durci mardi avec une enquête ouverte par le procureur du Venezuela contre l'opposant «pour son implication présumée dans le sabotage du système électrique». Pour M. Maduro, l'attaque contre la principale centrale du pays, est le fait des Etats-Unis pour «désespérer» la population et déclencher une guerre civile. Mais «le désespoir et l'obscurité, c'est la dictature qui les provoque!» a répété Guaido. Face à la gravité de la situation, l'opposant avait fait voter lundi par les députés l'état d'alerte – prélude à l'état d'urgence – qui lui permet de forcer l'entrée de l'aide humanitaire stockée aux portes du pays avec l'aide internationale. Signe de fébrilité



P. L. &gt; D. R.

du pouvoir, un journaliste et défenseur des droits humains, Luis Carlos Diaz, a été arrêté pendant plus de 24 heures avant d'être libéré mardi soir. Il a été accusé d'être lié aux attaques contre le système électrique, selon sa famille et le Syndicat national des membres de la presse (SNTP). Aucune charge n'a été officiellement retenue contre lui. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU, dont une mission technique se trouve actuellement à Caracas, s'était inquiété de cette détention au siège des renseignements vénézuéliens. Quant au quotidien, il reste difficile pour la population. «On en a marre de cette tragédie: pas de lumière, maintenant pas d'eau», rageait mardi Esmeralda Sanchez qui a «perdu un poulet entier, de la viande

de et des légumes», faute de froid. «Je n'ai plus rien à donner à manger à mes enfants», sanglote Yulimar, mère de trois enfants, dont les réserves sont épuisées. Les gens se ravitaillent comme ils le peuvent et se lavent dans les fontaines des parcs. Le régime a commencé la distribution d'aide mais, dans les quartiers populaires, beaucoup se plaignent de n'avoir rien reçu. Des pillages de supermarchés accompagnés de violences ont été signalés à plusieurs reprises à Maracaibo, la grande ville pétrolière de l'ouest, où l'essence reste cependant introuvable. «Ils ont dévasté notre boulangerie (...) J'ai vu des gens faire la queue pour un kilo de riz: il a fallu tirer en l'air pour organiser la distribution».

Rosa C.



## Impuissance

### Racisme

Par Fouzia Mahmoudi

Il y a quelques années encore, la Turquie était un pays allié de l'Etat israélien, les deux nations partageant des intérêts économiques et stratégique. Toutefois, suite à la «guerre de Gaza» qui s'est tenue entre le 27 décembre 2008 et le 3 janvier 2009, qui a en quelques jours seulement causé des dégâts terribles, qu'ils soient matériels ou humains, Recep Tayyip Erdogan alors Premier ministre turc présent en Suisse pour le forum de Davos a dénoncé avec force l'assaut israélien sur les palestiniens. Depuis, les relations entre la Turquie et l'Etat hébreu non plus jamais été les mêmes et malgré plusieurs tentatives de rabibochage au fil des ans, elles continuent à être tendues et parsemées d'éclats. La Turquie a en effet accusé cette semaine le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu de «racisme flagrant» après son affirmation qu'Israël n'était pas l'Etat-nation de tous ses citoyens, mais «seulement du peuple juif». «Je condamne ce racisme flagrant et cette discrimination», a déclaré sur Twitter Ibrahim Kalin, porte-parole du président turc Recep Tayyip Erdogan. «1,6 million d'arabes/musulmans vivent en Israël. Les gouvernements occidentaux vont-ils réagir ou encore une fois garder le silence sous pression?», a-t-il ajouté. Benjamin Netanyahu a réaffirmé dimanche qu'Israël n'était pas l'Etat-nation «de tous ses citoyens», mais «uniquement du peuple juif», excluant la population arabe du pays, en pleine campagne pour les élections législatives du 9 avril. Benjamin Netanyahu réagissait sur son compte Instagram à une polémique entraînée par des propos de la comédienne Rotem Selah, tenue la veille sur ce réseau social. Il a également évoqué le sujet en ouverture de la réunion hebdomadaire du cabinet. L'actrice et mannequin très populaire avait écrit un texte défendant les droits de la minorité arabe, qui représente 17,5% de la population, affirmant que «l'Etat d'Israël est l'Etat de tous ses citoyens». Benjamin Netanyahu a réagi en déclarant que tous les citoyens, y compris les arabes, jouissaient de l'égalité des droits, mais a rappelé l'existence d'une loi controversée, adoptée l'année dernière, selon laquelle Israël est l'Etat-nation du peuple juif. «Israël n'est pas l'Etat de tous ses citoyens», a écrit Benjamin Netanyahu, «car selon la loi fondamentale sur la nation que nous avons adoptée, Israël est l'Etat-nation du peuple juif – et uniquement du peuple juif». Benjamin Netanyahu a par ailleurs été accusé par l'opposition d'avoir diabolisé les arabes israéliens avant les élections, dans le but d'augmenter le taux de participation des électeurs de droite. Les arabes israéliens sont majoritairement des Palestiniens restés sur leurs terres après la création d'Israël en 1948 et qui soutiennent la cause palestinienne. Soutien indéfectible de la cause palestinienne, la Turquie de Recep Tayyip Erdogan critique régulièrement la politique israélienne, en dépit d'un dégel des relations entre Ankara et Israël en 2016 après plusieurs années de crise diplomatique. Et si le président turc lui-même est loin d'être un exemple de démocratie et se rapproche plutôt du dictateur, ses propos et ceux de son ministre ne pourraient être plus vrais, Netanyahu versant dans l'excès pour appâter des électeurs qui peuvent être lassés par cet homme politique gangréné par les affaires de corruption et qui est au pouvoir depuis dix ans maintenant. F. M.

## Pédophilie

### Le cardinal Pell condamné à six ans de prison

Le cardinal australien George Pell, ancien numéro trois du Vatican tombé en disgrâce, a été condamné hier à six ans de prison pour agressions sexuelles «éhorées» contre deux enfants de chœur dénoncées par le juge comme un «grave» abus de pouvoir. Plus haut représentant de l'Eglise catholique jamais reconnu coupable de viol sur mineur, George Pell, 77 ans, devra passer au minimum trois ans et huit mois derrière les barreaux. Le cardinal, qui clame son innocence et a fait appel de sa condamnation, a été reconnu coupable en décembre de pénétration sexuelle et de quatre chefs d'accusation à la pudeur contre les deux adolescents alors âgés de 13 ans. Mais ce verdict n'avait pu être annoncé que fin février pour des raisons juridiques. Le juge Peter Kidd a expliqué avoir tenu compte pour rendre sa sentence des «crimes odieux» commis par un prélat ayant profité de sa position d'autorité sur les jeunes victimes. Mais il a aussi mis dans

la balance son âge avancé, ses problèmes cardiaques et le fait qu'il avait «par ailleurs mené une vie irréprochable». «Vous pourriez ne pas vivre assez longtemps pour sortir de prison», a-t-il relevé. Le cardinal Pell, vêtu d'une chemise noire, sans son habituel col romain, est resté impassible, les mains croisées sur les genoux, alors que le juge décrivait avec force détails difficiles à entendre les agressions «incroyablement arrogantes» commises contre les garçons. Le cardinal risquait jusqu'à 50 ans de réclusion criminelle. Les victimes ont témoigné de leur déconvenue face à ce jugement relativement clément et une procédure judiciaire qui n'est pas terminée. «C'est difficile de trouver du réconfort» dans cette décision, a déclaré une victime identifiée seulement par l'initiale «J.», par la voix de son avocate Vivian Waller. «Je suis reconnaissant que le tribunal ait reconnu ce qui m'a été infligé quand j'étais enfant mais je ne connais

pas le repos» car «plane l'ombre de la procédure d'appel». Le père de l'autre victime décédée en 2014 d'une surdose d'héroïne a fait part de sa «déception». En décembre 1996, le prélat avait imposé une fellation à une victime et s'était masturbé en se frottant contre l'autre, alors que les deux garçons s'étaient cachés dans la sacristie de la cathédrale St Patrick de Melbourne pour y boire du vin de messe. Deux mois plus tard, il avait poussé l'un des adolescents contre un mur et lui avait empoigné les parties génitales. «Il existe un degré de dégradation et d'humiliation supplémentaires en ce que chacune des victimes savait que l'autre était témoin des abus», a déclaré le juge. Ces actes ont eu des répercussions «profondes» et «durables» pour les victimes. Le prélat est très connu en Australie où il comptait parmi ses amis des Premiers ministres et des magnats de l'industrie.



Projection, fin mars à Alger, du documentaire

# «Tadeles, ville millénaire» en avant-première

■ Cette œuvre, dont la sortie des nimbos a pris six ans (soit 4 années de recherches et 2 ans de prises de vues) «est une invitation à une immersion dans l'histoire millénaire de l'antique Rusucus (nom phénicien de Dellys) ou Tadeles (son appellation en amazigh)».

Par Adéla S.

Le film documentaire «Tadeles, ville millénaire», du réalisateur Salah Boufella, sera projeté en avant-première fin mars courant à Alger, avant son lancement officiel à partir de Boumerdès, a-t-on appris mardi de son réalisateur. «Le documentaire, d'une durée d'1h30mn, sera projeté fin mars courant au niveau de l'une

des salles de la capitale», a indiqué à l'APS Salah Boufella, en marge de la clôture du Festival national des innovations audiovisuelles des jeunes, organisé dernièrement à Boumerdès.

Selon son auteur, cette œuvre, dont la sortie des nimbos a pris six ans (soit 4 années de recherches et 2 ans de prises de vues) «est une invitation à une immersion dans l'histoire millénaire de l'antique Rusucus (nom phénicien de Dellys) ou Tadeles (son appellation en amazigh)».

En effet, le film se veut une exploration de ce passé millénaire, traversé par nombre de civilisations (phénicienne, romaine, islamique, ottomane), avant la conquête française.

M. Boufella a souligné, à ce propos, son attachement, dans la réalisation de ce film, à s'appuyer sur des sources et référents historiques dont «des voyageurs connus ayant traversé cette ville tout au long de son histoire», outre des historiens, des chercheurs et autres manuscrits et cartes dédiés à la région.

«J'ai voulu autant que possible faire voyager le spectateur dans les fins fonds de la riche histoire de cette cité antique, qui a vu la



confrontation de différentes civilisations entre elles, pour laisser à ses habitants actuels un patrimoine matériel et un legs culturel des plus riches», a-t-il souligné.

Il s'agit également, a-t-il ajouté, de contribuer à l'ouverture d'un débat entre historiens, architectes et urbanistes sur le passé arabo-amazigh de cette ville».

Le réalisateur n'a pas manqué, en outre, de souligner la mise à contribution dans la réalisation de ce film documentaire,

des plus récentes techniques en vigueur en matière de cinématographie, outre les témoignages de dizaines d'historiens, architectes urbanistes et autres bureaux d'études.

A cela s'ajoute la représentation d'un nombre de scènes historiques en mettant à contribution quelque 58 comédiens, outre l'exploitation des techniques en 3D et d'un drone dans la prise de certaines vues de ce film, tourné simultanément à Dellys, Alger, Béjaïa et Tlemcen.

Toujours selon Boufella, cette œuvre artistique, réalisée en partie avec un soutien du ministère de la Culture, et une promesse de contribution de la part de l'Assemblée populaire de la wilaya de Boumerdès et de l'association locale «Delphine», se veut également «une participation à la mise en lumière de l'histoire de l'Algérie, tout en offrant l'opportunité aux jeunes chercheurs pour en tirer profit».

A. S./APS

Théâtre pour enfants à Oran

## «Tahouissa bel karroussa» en tournée dans les écoles

Une large diffusion du nouveau spectacle pour enfants «Tahouissa bel karroussa» (balle en carrosse) est prévue à partir de cette semaine à Oran au profit des élèves de différentes

écoles de la wilaya, a-t-on appris mardi de l'association culturelle locale «El-Amel». «La tournée de cette nouvelle production à caractère ludique et pédagogique est programmée à travers

47 établissements scolaires», a précisé à l'APS le président de l'association indiquée, soulignant que l'initiative est menée en collaboration avec la direction de l'Education. «Tahouissa bel kar-

roussa» est promise à un beau succès auprès des petits, dans le sillage des échos favorables du public ayant assisté à la première représentation donnée le 1<sup>er</sup> mars au théâtre régional

d'Oran (TRO). La pièce prend prétexte d'une panne de diligence conduite par trois frères et leur père, artistes ambulants qui mettent à profit cette halte forcée pour conter des histoires à un groupe d'enfants réunis autour d'eux. Trois contes à forte dose en intrigue et humour sont ainsi racontés aux petits, les conviant à un voyage dans les temps anciens avec, entre autres personnages, le sultan, son vizir et d'autres protagonistes tels le menuisier, le guerrab (porteur d'eau) et l'antiquaire. Ecrite et mise en scène par Mohamed Mihoubi, la nouvelle création est interprétée par de jeunes comédiens issus de l'école de formation de l'association «El-Amel» qui s'apprête à célébrer l'accomplissement du cursus d'une nouvelle promotion. Une cérémonie en l'honneur des jeunes artistes sortants est prévue le 27 mars prochain au Conservatoire municipal d'Oran «Ahmed-Wahby» à l'occasion de la Journée mondiale du théâtre, a-t-il annoncé.

Racim C.

Hommage à Alloula (1939-1994)

## «Arlequin, valet de deux maîtres» le 16 mars au théâtre d'Oran

La nouvelle version de la comédie «Arlequin, valet de deux maîtres», dont la première représentation est prévue le 16 mars au théâtre régional d'Oran (TRO), a constitué «un défi pour l'équipe artistique qui s'est investie plusieurs mois durant dans le montage de cette œuvre», a indiqué le directeur du TRO, Mourad Senouci.

La programmation de cette pièce entre dans le cadre de la commémoration du 25<sup>e</sup> anniversaire de la disparition du regretté dramaturge Abdelkader Alloula (1939-1994), a précisé M. Senouci dans un communiqué.

Coproduite par le TRO et le Théâtre national Mahieddine-

Bachtarzi d'Alger (TNA), la nouvelle création se propose de revisiter l'œuvre éponyme d'Alloula qu'il réalisa avec succès en 1993.

Pour l'équipe artistique, dirigée par le metteur en scène Ziani Cherif Ayad, le défi a été de «réaliser une pièce ouverte sur la création et la contemporanéité, qui soit un divertissement ayant du sens», et ce, à partir d'une approche de «l'universalité et du devoir de mémoire». Dans cet objectif, le texte du regretté Abdelkader Alloula a subi les arrangements dont les caractéristiques principales sont «la focalisation sur l'essentiel des quiproquos et les procédés comiques ainsi que la réduction

des répliques afin d'accourcir la durée du spectacle».

La même source signale en outre que «le texte s'est construit au fur et à mesure de la réalisation de la pièce, des leçons du plateau, de l'actualité et basculer en fin de pièce, sur le mode comédie musicale».

La pièce s'est ainsi voulue ouverte à la création, a-t-on souligné, insistant sur le fait que «le choix de cette comédie est d'une pertinence absolue, car tout en invitant au rire, elle montre que l'amour peut transformer le monde, sauver les humains».

«Arlequin, valet de deux maîtres» est également une page de critique sociale qui évoque le

sort des femmes et des domestiques, a-t-on rappelé.

Plusieurs jeunes espoirs du théâtre national sont distribués dans la nouvelle pièce au côté de leur aîné Mohamed Himour, comédien fétiche du TRO et unique membre de la troupe à avoir connu Alloula qui lui confia un rôle dans la première version de cette œuvre.

Alloula avait traduit et mis en scène l'œuvre d'après le texte original de l'Italien Carlo Goldoni (1707-1793), tandis que la nouvelle version proposée par Ziani Cherif Ayad est basée sur une adaptation du dramaturge Mohamed Bourahla.

Rachid C.

Béchar

## 10 000 personnes prennent part aux activités de la caravane «Saharienne»

Quelque 10 000 personnes ont suivi les spectacles et ateliers artistiques initiés par l'association culturelle et artistique «Saharienne», au titre de sa caravane culturelle et artistique organisée de novembre 2018 à février 2019, à travers la wilaya de Béchar, a déclaré mardi le président de l'association. La caravane a sillonné une dizaine de localités éloignées et ksour, notamment Béni-Ounif, Tabelbella,

Taghit, El Ouata, Ouled-Khdeir, Timoudi, Tamtert, ainsi que plusieurs localités et ksour de la wilaya déléguée de Béni-Abbès (240 km au sud de Béchar), a indiqué à l'APS Noureddine Rahou. Le public, notamment les enfants, ont apprécié les différents ateliers de dessins et d'initiation aux technologies de l'information et de la communication et aux techniques de l'audiovisuel, a-t-il ajouté. «Ces ateliers

culturels et artistiques d'initiation, animés par des compétences locales et des artistes membres de notre association, ont suscité un engouement des enfants pour le théâtre, la peinture, le chant et la musique, ce qui nous a permis d'éveiller le talent de ces enfants, dont les créations feront l'objet d'une exposition prochainement», a-t-il affirmé. Des représentations artistiques et culturelles ont été également organisées à l'occa-

sion de cette caravane, sponsorisée par des entreprises économiques locales. Une centaine d'artistes de divers horizons ont pris part gracieusement aux manifestations, «au grand bonheur des populations locales avides de ce genre d'événements», a souligné M. Rahou. Des expositions de tableaux de peinture, d'artisanat, de différentes collections d'objets d'art et de photographies provenant de

collectionneurs locaux, de création en couture de jeunes couturières, et de créations et innovations de jeunes de la région dans différents domaines et technologies ont aussi marqué la tournée de cette caravane soutenue par les Assemblées populaires des communes concernées, et qui sera renouvelée la saison prochaine (2019/2020), indiqué M. Rahou.

R. C.



Coupe d'Algérie de football (1/4 de finale - aller)  
**Le CSC et le MCO font match nul**

**LE CS CONSTANTINE** et le **MC Oran** ont fait match nul 1 à 1 (mi-temps : 0-0), mardi au stade Chahid-Hamlaoui, en match comptant pour les quarts de finale (aller) de la Coupe d'Algérie de football. Les buts de la rencontre ont été inscrits par El-Mouaden (80') pour le MCO et Belkacemi (89') pour le CSC. Battu vendredi à domicile face aux Tunisiens du Club Africain (1-0) à l'occasion de la 5e journée (Gr.C) de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique, le CSC n'a pu venir à bout de la formation oranaise, très bien organisée dans les trois compartiments de jeu, notamment au milieu de terrain orchestré par El-Mouaden et

Mansouri. Pour le MCO, sérieusement menacé par le spectre de la relégation (10<sup>e</sup>, 25 pts), c'est une très bonne opération avant le match retour qui aura lieu le 29 mars au stade Ahmed-Zabana (Oran). Samedi, le Paradou AC a pris une option sur la qualification au prochain tour, en allant tenir en échec la JSM Béjaïa au stade de l'unité maghrébine (0-0), alors que le NA Hussein-Dey s'est imposé le 19 février chez son voisin le CR Belouizdad (1-0). L'ES Sétif a été le premier à valider son billet pour les demi-finales en écartant de son chemin l'USM Annaba (défaite 0-2 à l'aller et victoire 4-0 au retour).

Tennis / Championnats d'Afrique «juniors»  
**Reguig et Bekrar sortis**

**LES TENNISME**n algériens Samir Hamza Reguig et Inès Bekrar ont été éliminés mardi matin des Championnats d'Afrique «juniors» qui se déroulent du 11 au 16 mars à Marrakech (Maroc), après leur défaite au premier tour, respectivement contre les Marocains Mehdi Belmahi et Salma Loudil. Reguig (449<sup>e</sup> mondial) a été outrageusement dominé par le jeune marocain (6-1, 6-1), alors que Bekrar (476<sup>e</sup> mondiale) avait commencé par remporter le premier set (6-4), avant de se faire renverser (6-1, 6-3). Youcef Rihane, le troisième algérien

engagé dans ces Championnats d'Afrique pointé au 150<sup>e</sup> rang mondial. Il fera son entrée en lice ce mardi après-midi, contre l'Egyptien Faris Zakaryia. L'Oranaise Lynda Benkaddour (191<sup>e</sup> mondiale), devait être la 4<sup>e</sup> représentante algérienne dans cette compétition, mais elle a déclaré forfait au tout dernier moment à cause d'une blessure. En double, Rihane et Reguig ont franchi le premier tour en dominant un tandem, composé du Burundais Abdoul Shakur Kabura et du Béninois Vence N'Tcha (6-1, 6-1).

Championnat arabe scolaire de tennis de table  
**L'or pour le pongiste Abdelbasset Chaichi**

**LA SÉLECTION** algérienne scolaire de tennis de table a remporté trois médailles (1 or, 2 bronze), lors de la dernière journée des championnats arabes scolaires de tennis de table et de handball disputés au Caire (Egypte) du 4 au 12 mars. La médaille d'or algérienne a été remportée par Abdelbasset Chaichi qui a battu en finale du simple messieurs, l'Egyptien Youcef Abdelwaheb sur le score de 3 sets à 1. Les deux médailles de bronze sont revenues aux sélections masculines et féminines dans les épreuves par

équipes. A l'issue de cette ultime journée l'Algérie termine la compétition avec 8 médailles (1 or, 3 argent et 4 bronze). La sélection algérienne de tennis de table avait, rappelle t-on, remporté 5 médailles (3 en argent et 2 en bronze) dans les catégories par équipes (garçons et filles), et double (garçons et filles) et simple (garçons). En handball, la sélection algérienne garçon a remporté son match de classement contre son homologue libanaise sur le score de 32-23 alors que la médaille d'or est revenue à la sélection égyptienne.

Ligue I Mobilis (24<sup>e</sup> journée)/matches avancés  
**Chaque explication entre les frères ennemis**

■ Deux matchs comptant pour la 24<sup>e</sup> journée de la Ligue I Mobilis ont été avancés pour aujourd'hui à 17h par la LFP. Il s'agit du big derby algérois qui mettra aux prises le Mouloudia d'Alger à l'USM Alger et la rencontre opposant le MO Béjaïa au DRB Tadjenant.



MCA-USMA, le derby de toutes les passions

Par Mahfoud M.

n'ont plus droit à l'erreur s'ils souhaitent accrocher une place sur le podium et sauver leur saison après avoir tout perdu. De son côté, l'USM Alger compte l'emporter pour rester dans la course au titre, sachant que son dernier échec à domicile face au PAC l'a quelque peu déstabilisé et mis dans une situation inconfortable. Les poulains de Frogger savent qu'ils n'ont pas droit à une autre déconvenue qui les mettrait dans une situation pénible et seront à la merci de la JSK et du PAC qui les talonnent de très près. Les Rouge et Noir sont dans l'obligation de l'emporter pour aller de l'avant. De son côté, le MO Béjaïa reçoit à domicile le DRB Tadjenant dans une rencontre

entre mal-classés. Les gars de la vallée de la Soummam sont conscients qu'ils doivent sortir de cette situation difficile et pour cela ils n'ont d'autre choix que prendre les trois points du succès. Les poulains de Michel devront être à la hauteur de leurs fans qui se rendront en masse pour les soutenir. De son côté, la formation du DRBT tentera de revenir avec le point du nul au moins, surtout qu'il s'agit d'un concurrent direct pour le maintien en Ligue I.

M. M.

**Jeudi 14 mars à 17h :**  
**MOB-DRBT**  
**MCA-USMA**

Ligue 2 Mobilis (25<sup>e</sup> journée)  
**Le WAT talonne le NCM**

La 25<sup>e</sup> journée du Championnat de Ligue 2 Mobilis de football, disputée mardi, a été favorable au WA

Tlemcen et à l'USM Harrach, alors que le RC Kouba et l'ASM Oran semblent être les plus grands perdants de cette jour-

née. Le WAT vainqueur du derby de l'Ouest, devant 'ASMO (2-1), s'installe seul et à la 2<sup>e</sup> place à deux longueurs du leader, le NC Magra.

Cette 25<sup>e</sup> journée a donné lieu à un regroupement dans le haut du tableau, puisque six clubs luttent pour le moment, pour les trois tickets de l'accession. Outre le NCM et le le WAT, quatre autres candidats se placent idéalement pour le sprint final à savoir l'ASO Chlef (41 pts), l'US Biskra (40 pts). L'ASO qui compte un match en retard a ramené un précieux point de son lointain déplacement à Skikda. Le RC Relizane et le MC Eulma se replacent dans la course à la faveur de leur succès respectifs

devant l'USM Annaba (2-0) et le RC Kouba (1-0). Ce groupe de tête compte déjà cinq longueurs d'avance sur leurs poursuivants dont la JSM Béjaïa (35 pts- 23 m) qui pourrait recoller au peloton de tête à la faveur de ses deux matches en retard. Dans le bas du tableau, la bataille fait rage où pas moins de quatre équipes tentent de sauver leur tête.

L'USM Harrach vainqueur sur le fil de l'US Biskra grâce au but inscrit dans le temps additionnel (90+2) par Ribouh, a tiré profit de la défaite de ses compagnons d'infortune (ASMO et RCK) battus ce mardi. Si l'USM Blida a pratiquement mis les deux pieds au palier inférieur (championnat amateur), le RC Kouba (24 pts), l'USM Harrach et

l'ASM Oran (25 pts), tentent d'éviter les deux dernières places menant tout droit au purgatoire. Le MC Saïda (12' -29 pts) qui s'est donné une bouffée d'oxygène en battant l'USMB (1-0), doit rester vigilant lors des cinq dernières étapes qui pourraient apporter de sérieux bouleversements aussi bien dans le haut que le bas du tableau.

R.S.

**Résultats et classement :**

USMH- USB	1-0
JSMS-ASO	0-0
MCS- USMB	1-0
ESM- ABS	2-1
RCR- USMAN	2-0
WAT-ASMO	2-1
MCEE- RCK	1-0

	Pts	J
1). NC Magra	44	24
2). WA Tlemcen	42	25
3). ASO Chlef	41	24
4). US Biskra	40	25
-). RC Relizane	40	25
-). MC El Eulma	40	25
7). Amel Boussaâda	35	25
8). JSM Béjaïa	34	23
-). USM Annaba	34	24
10). ES Mostaganem	31	24
-). JSM Skikda	31	25
12). MC Saïda	29	25
13). ASM Oran	25	25
-). USM El Harrach	25	25
15). RC Kouba	24	25
16). USM Blida	11	25

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

## Théâtre d'Oran

### Archives inédites sur Alloula en voie d'acquisition

LES SOURCES documentaires relatives au parcours artistique du dramaturge Abdelkader Alloula (1939-1994) seront prochainement enrichies par l'acquisition de nouvelles archives, a-t-on appris mercredi du directeur du théâtre régional d'Oran (TRO), Mourad Senouci.

«Des textes et des enregistrements audio inédits figurent parmi les archives en voie d'acquisition auprès de proches et anciens collaborateurs d'Alloula», a précisé M. Senouci dans une déclaration à l'APS en marge des activités commémoratives de la 25ème année de la disparition du regretté dramaturge.

Cette action intervient dans le sillage de la démarche initiée par le TRO dans le but de «recueillir plus de documents à valeur académique pour les mettre à la disposition des jeunes chercheurs et dramaturges», a-t-il expliqué.

Le directeur du TRO a rappelé dans ce contexte que son établissement bénéficie du soutien de l'Université d'Oran-1 «Ahmed Benbella» pour la mise en place d'une bibliothèque numérique qui facilitera l'accès à toutes les ressources documentaires.

L'Université indiquée et les autres structures académiques à l'instar du Centre national de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC) seront également dotées d'une copie des

archives en possession du TRO, a affirmé M. Senouci.

Le CRASC, basé à Oran, a récemment édité un nouvel ouvrage intitulé «Le théâtre d'Abdelkader Alloula : Le texte et la scène», sous la coordination de l'enseignant-chercheur Mohamed Daoud. Cette publication s'inscrit dans les mêmes objectifs ciblés par le TRO, à savoir «contribuer à l'enrichissement des sources documentaires au profit des jeunes universitaires versés dans la littérature et les arts dramatiques», a souligné M. Daoud.

La Fondation «Abdelkader Alloula» s'était illustrée quant à elle par sa contribution, en 2010, à l'édition d'un corpus en trois volumes regroupant l'oeuvre complète d'Alloula, avec le soutien du ministère de la Culture.

La commémoration de la 25<sup>e</sup> année de la disparition de feu Alloula a débuté samedi dernier au TRO avec la présentation d'une nouvelle version de la pièce «El-Ajouad» (les généreux) par la compagnie théâtrale locale «Istijmem».

Le public a encore rendez-vous samedi prochain avec la comédie «Arlequin valet de deux maîtres», autre oeuvre célèbre d'Alloula revisitée dans le cadre d'une coproduction entre le TRO et le Théâtre national d'Alger (TNA).

Lamine H./APS

## Opposition

### Des partis prônent une feuille de route de transition démocratique

DES PARTIS de l'opposition ont appelé, mercredi à Alger, à la tenue d'une rencontre nationale ouverte pour la tenue d'un dialogue sérieux et l'élaboration d'une feuille de route de transition démocratique.

Cette rencontre nationale ouverte «rassemblera un front contre la voie du pouvoir» et visant à «tenir un dialogue sérieux pour la formulation de revendications populaires, l'élaboration d'une feuille de route de transition démocratique et la mise en place d'un nouveau système», indique le communiqué final de la 5<sup>e</sup> rencontre de concertation de l'opposition, qui s'est déroulée au siège du Front de la justice et du développement (FJD) à laquelle ont pris part des dirigeants de partis politiques, des représentants de la société civile ainsi que des activistes ayant participé aux marches populaires. Lors de cette réunion regroupant les

représentants de 14 formations politiques ainsi que des personnalités publiques, les forces de l'opposition ont réitéré «le refus catégorique de toute forme d'ingérence étrangère dans les affaires internes du pays».

Exprimant son rejet des dernières décisions du président de la République, les mêmes forces de l'opposition ont appelé «tous les députés intègres et sages à se retirer des deux chambres du Parlement».

Par ailleurs, les participants à cette rencontre ont apporté leur soutien à l'élan populaire, appelant à sa poursuite et à son appui.

L'opposition a rejeté, en outre, l'implication de l'Armée nationale populaire (ANP) dans les tractations politiques «partant de son souci de préserver le consensus national, dont jouit l'institution militaire».

L. O.

## Restrictions des visas pour les algériens



Loumis

Djalou@hotmail.com

## Les hôpitaux algériens se vident

### 12 000 demandes de départs de médecins en France

■ 12 000 demandes de départs de médecins algériens, uniquement pour la France, ont été signées par le président du Conseil, le D<sup>r</sup> Mohamed Bekkat Berkani. Le chiffre est dramatique. Un cri d'alarme que lance le P<sup>r</sup> Kamel Bouzid, vu que les hôpitaux publics sont actuellement dépourvus de médecins spécialistes.

Par Louiza Ait Ramdane

Les demandes de démission dans les hôpitaux algériens se multiplient. Cette volonté de départ est devenue permanente, non pas seulement vers la France mais pour d'autres destinations. L'Allemagne, les pays du Golfe sont également des pays recruteurs de ces compétences médicales. Selon le Pr Kamel Bouzid, le Conseil de l'ordre des médecins a été pris d'assaut pour délivrer les attestations d'exercice et les certificats de bonne conduite professionnelle. Il s'agit d'une véritable saignée à laquelle il faut réellement réfléchir et trouver des solutions, indique-t-il. Selon l'invité de la rédaction de la Chaîne III, de la Radio nationale, la bureaucratie et les derniers événements qui ont secoué le secteur de la Santé ont provoqué, selon lui, un départ massif des médecins algériens à l'étranger.

En plus du gâchis en ressource humaine, précise-t-il, il y a aussi le problème de matériel et de l'enveloppe financière consacrée au secteur de la Santé. Sur le plan administratif, il y a aussi beaucoup de choses à revoir, dira l'invité de

la rédaction qui trouve qu'il «est anormal qu'en 2019, les décisions d'affectation des médecins spécialistes, dans le cadre du service civil, soient prises exclusivement par le ministère de la Santé». «Il faut décentraliser les affectations», insiste le P<sup>r</sup> Bouzid, qui fait savoir que la tutelle n'a aucun lien avec ce qui se passe sur le terrain. En outre, il y a également un grand problème de gestion de matériel. Un grand gâchis en moyens, indique le professeur. «Comment accepter qu'un appareil qui a été acheté à plus de 5 millions de dollars ne fonctionne jamais», s'interroge le P<sup>r</sup> Bouzid, qui incombe la responsabilité aux gestionnaires. Pis encore, le président de la société d'oncologie médicale, estime qu'«on n'a pas donné suffisamment d'intérêt à ce secteur, hautement vital» en précisant que «les dépenses de santé par habitant en Algérie s'élèvent à 400 dollars. Ce qui nous place avant la Tunisie et après le Maroc, pour être un pays comparable». Il souligne que «les dépenses de santé par habitant en Allemagne s'élèvent à 5 000 dollars, c'est dix fois plus». «On ne peut pas avoir les mêmes soins avec une

enveloppe dix fois inférieure», a-t-il conclu. Selon le professeur Bouzid, «il y a beaucoup de choses qui ne marchent pas dans notre système de santé». Ainsi, il appelle à l'application «le plus rapidement possible» de la nouvelle loi sur la santé, adoptée en 2018. Il souligne que «jusqu'à maintenant, cette nouvelle loi n'a pas été appliquée», ce qui freine le développement du secteur et son amélioration. Il annonce que nos médecins sont formés selon la réforme de l'enseignement supérieur qui date de 1971 et la réflexion a été conduite par les enseignants, sous l'égide des doyens des facultés de médecine. Cette réforme, expliquera-t-il, permettra à l'Algérie de recevoir, dans sept ans, des médecins généralistes formés selon les standards actuels de formation des médecins. Pour les médecins spécialistes, le P<sup>r</sup> Bouzid indique que leur formation va connaître aussi des modifications pour s'adapter aux nouvelles réalités en précisant qu'il y a un effort considérable qui doit être fait pour la formation médicale continue.

L. A. R.